

Contre-vérité :

Les renouvelables coûtent plus cher à la société que les autres types d'énergie...



Quand on parle de politique énergétique belge, il arrive toujours un moment où on soulève l'épineuse question du coût de l'énergie. Malheureusement, cette question cruciale pour notre économie est trop souvent posée « à charge » des énergies renouvelables. Affirmer que le déploiement des renouvelables coûte plus cher à l'économie belge que les autres types d'énergie revient souvent à comparer des pommes et des poires : comparer des nouvelles installations d'énergies renouvelables à des installations d'énergies classiques déjà amorties. Certes, le coût de production brut des technologies renouvelables est plus important que pour d'autres et nécessite encore un soutien. Mais pour évaluer le « coût vérité » de chaque type d'énergie, il faut prendre en compte également les coûts indirects qu'engendrent les productions d'énergies fossiles et fissiles pour la société ainsi que les retombées socio-économiques qui sont nettement à l'avantage des technologies renouvelables. Ces deux derniers facteurs sont souvent « oubliés » dans la comparaison.

De quoi sera fait l'avenir énergétique de la Belgique ? Ces questions largement couvertes dans les médias brûlent toutes les lèvres mais peu y répondent...

Le parc énergétique belge a besoin d'être modernisé. A ce titre, il est bon de rappeler que tout type d'énergie comporte un coût et toute NOUVELLE infrastructure énergétique (qu'elle soit renouvelable ou pas) nécessite un soutien adapté à ses coûts (marché + subside éventuel).

Aujourd'hui, le développement des nouvelles unités de production en énergie renouvelable est subsidié. Dans le passé, les centrales nucléaires ont, par exemple, pu se développer grâce au marché régulé qui assurait les coûts de production. Aujourd'hui, le bénéfice qu'engendre la production électrique issue des centrales nucléaires amorties, et que d'aucuns trouvent « trop » important, fait grincer des dents.

Ainsi, la comparaison du coût du MWh électrique produit par des unités de production d'énergie renouvelable au coût du MWh d'une centrale conventionnelle amortie est de ce fait largement biaisée.

Le « coût » du renouvelable, pointé du doigt par ses détracteurs, doit également être mis en perspective par rapport aux coûts externes qu'engendrent les énergies fossiles et fissiles pour la société. Ces externalités sont pour la plupart des coûts cachés liés à la pollution ou aux risques sanitaires, non présents sur la facture des consommateurs énergétiques mais bel et bien supportés par les contribuables.

Les renouvelables ne sont pas plus chers que les énergies fossiles ou le nucléaire. Ils constituent une valeur ajoutée plus grande pour l'économie et la société : plus d'emplois, plus de taxes, plus d'investissements dans l'économie locale et moins d'importations...

La problématique des coûts externes constitue ainsi un 2^{ème} élément qui vient biaiser la comparaison du « coût vérité » des différentes technologies énergétiques (l'encadré...)

Les énergies renouvelables, l'investissement le plus intelligent :

Outre la question du coût, parlons aussi des retombées.

Le grand avantage des énergies renouvelables par rapport aux autres types d'énergies réside dans les retombées macro-économiques qu'elles représentent à l'échelon national.

Aujourd'hui, plus que jamais, les énergies renouvelables contribuent à l'indépendance énergétique, à endiguer la hausse des prix sur le marché de l'énergie, à minimiser les risques et à relancer notre économie. C'est l'investissement le plus intelligent pour l'économie.

Une étude comparative, réalisée par le bureau Ernst&Young, a objectivé ce débat. Elle compare les retombées socio-économiques de deux scénarios de production électrique en Belgique. Ces scénarios proviennent de l'étude « prospectives @2030 » du Bureau Fédéral du Plan. L'un couvre 24% de la consommation d'électricité à partir de renouvelable (part requise pour atteindre l'objectif électrique renouvelable belge en 2020), l'autre maintient la couverture à partir de renouvelable à

11% (maintien du parc renouvelable existant en 2013, sans capacité supplémentaire) et ajuste au moyen d'une production équivalente en gaz.

L'étude démontre qu'un mix énergétique avec plus de renouvelables génère davantage de retombées socio-économiques pour l'économie belge.

Avec les renouvelables, on investit chez nous :

L'étude Ernst&Young a démontré qu'en produisant 24% d'électricité renouvelable (en 2020), c'est près de 15 milliards d'euros qui seront réinjectés dans l'économie locale (en services, équipements...) contre à peine 1 milliard d'euros dans le scénario avec « moins de renouvelable ». Avec les renouvelables, on fait donc davantage vivre l'économie locale.

Avec les renouvelables, on crée beaucoup plus d'emplois :

Dans le scénario de 24% d'électricité renouvelable à l'horizon 2020, l'installation de nouvelles unités de production permettraient d'assurer l'emploi de 9.200 personnes... et même davantage (lire ci-dessous). Ce potentiel d'engagements sera cependant réduit à 170 emplois si on opte pour le scénario où la part d'électricité issue des renouvelables n'est plus que de 11%.

Cela prouve bien qu'avec plus de renouvelables, on crée plus d'emplois. A cela s'ajoutent les emplois créés dans l'exploitation et la maintenance : 2.700 emplois dans le scénario « plus de renouvelables » contre 160 de l'autre côté (étude Ernst&Young, 2014).

Avec les renouvelables, on importe moins :

13 milliards d'euros d'importations dans le scénario « plus de renouvelables » contre 18 milliards d'euros. Dans le scénario 24% de renouvelable, ce sont ainsi 5 milliards en moins qui sont dépensés à l'étranger pour l'énergie primaire (le gaz, le pétrole, l'uranium). De plus, les sources renouvelables comme le vent, le soleil, la pluie sont inépuisables et gratuites.

L'actualité énergétique belge nous rappelle combien il est primordial d'opter urgemment pour un bouquet énergétique équilibré, abordable et stable sur le long terme, dans lequel les renouvelables pourront jouer un rôle prépondérant.

Comme la majorité des Belges, EDORA considère les énergies renouvelables comme un investissement intelligent pour notre économie locale et le meilleur moyen d'améliorer notre indépendance énergétique de manière « sûre - durable – rentable ».

Les externalités, un débat complexe

A côté des retombées des renouvelables, dont on parle trop peu, il y a aussi celles des énergies fossiles et fissiles, dont on ne parle quasi jamais. Il s'agit d'innombrables coûts indirects, liés à l'exploitation et la consommation des énergies fossiles et fissiles, appelés « externalités » qui sont difficilement quantifiables et sont d'ailleurs invisibles sur la facture d'énergie des consommateurs.

Ces « externalités » sont pourtant à charge des contribuables à travers la sécurité sociale (ex : maladies causées par la pollution), l'inassurabilité du nucléaire, les changements climatiques, l'appauvrissement des ressources et les risques sanitaires...

En octobre 2014, la Commission européenne a publié une étude (réalisée par le bureau Ecofys) qui quantifiait « les subsides et coûts de l'énergie dans l'Union européenne ». L'étude a tenu compte du coût de l'énergie à charge du producteur, des subsides ET des coûts externes comme la pollution. Bien que les méthodes pour déterminer ces coûts externes semblent questionnables (sur- ou sous-estimés selon les technologies), elles ont le mérite d'exister. Car c'est la première fois qu'une institution européenne aborde de manière globale la problématique des subsides et des coûts externes différentes technologies de production d'électricité.

Pour aller plus loin :

C'est une réalité, les énergies renouvelables deviennent de plus en plus compétitives. Les installations d'énergie renouvelable, en particulier les centrales solaires et éoliennes allemandes, produisent aujourd'hui de l'électricité à un prix bien plus avantageux que les centrales conventionnelles.

Voici ci-dessous quelques suggestions d'études traitant de la compétitivité grandissante des technologies renouvelables :

- Le rapport d'IRENA « [REthinking Energy 2014](#) » mettant en évidence les dynamiques économiques, sociales, technologiques des énergies renouvelables.
- Le rapport 2014 de l'Agence Internationale de l'Energie « [Third annual Medium-Term Renewable Energy Market Report](#) » faisant le constat de la croissance des énergies renouvelables et de leur compétitivité au niveau mondial.
- L'étude d'Agora Energiewende (Allemagne) « [Comparing the Cost of Low-Carbon Technologies: What is the Cheapest Option?](#) » concluant que l'énergie nucléaire ainsi que la capture et le stockage du carbone (CSS) constituent une solution plus chère que celle des renouvelables dans la lutte contre le réchauffement climatique.
- Le rapport de la banque Lazard « [Lazard's levelized cost of energy analysis](#) » analysant la baisse du « coût moyen actualisé » du solaire et de l'éolien.

Parce que l'avenir énergétique de la Belgique est un enjeu crucial qui concerne l'ensemble des citoyens...

Découvrez les autres vidéos des Snuls et thématiques sur les énergies renouvelables sur : www.edora.org